Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 3, n° 1 | Mai 2012

Varia

La démondialisation pour le développement durable ?

Deglobalization for Sustainable Development ?

Bertrand Zuindeau

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/developpementdurable/9198>

DOI : [10.4000/developpementdurable.9198](https://doi.org/10.4000/developpementdurable.9198)

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Bertrand Zuindeau, « La démondialisation pour le développement durable ? », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 3, n° 1 | Mai 2012, mis en ligne le 24 mai 2012, consulté le 21 septembre 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9198> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.9198>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2021.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

La démondialisation pour le développement durable ?

Deglobalization for Sustainable Development ?

Bertrand Zuindeau

- 1 Face à une mondialisation économique qui s'avère de moins en moins « heureuse »¹ – si tant est qu'elle ne l'ait jamais été – et à une Europe offrant la triste figure de l'impuissance, la critique ne cesse de monter. Qu'il s'agisse de stigmatiser les délocalisations, de dénoncer la perte de souveraineté face aux marchés financiers, ou plus positivement d'appeler à renouer avec le classique protectionnisme, ou encore d'exhorter, au travers de formules qui se veulent mobilisatrices, à « acheter français » ou à « produire français », se manifeste un ensemble de remises en cause visant la mondialisation économique et financière. Peut-être la figure la plus radicale et la plus percutante de cette critique est-elle celle de la « démondialisation ». En l'occurrence, l'exhortation à la démondialisation n'est nullement l'apanage de la classique extrême droite nationaliste ; elle émane d'un public de plus en plus large, notamment d'hommes politiques ou d'économistes de gauche : Arnaud Montebourg, Jacques Sapir, Emmanuel Todd... L'actuel discours sur la démondialisation se veut sérieux, bâti sur une argumentation technique ; il dénie à la mondialisation d'être une réalité qui irait forcément de soi tout en récusant l'accusation de repli autarcique. Il pose la démondialisation comme une construction politico-économique à part entière, face à cette autre construction politico-économique que constitue la mondialisation économique : programme contre programme en quelque sorte.
- 2 La démondialisation, plus largement la critique de la mondialisation, sont principalement axées sur les questions économiques et financières. Sont mises en avant : la croissance économique atone des pays occidentaux, les délocalisations, le chômage grandissant, le maintien de salaires bas et de très fortes inégalités de revenus au Sud, les efforts vains d'instaurer des mécanismes de régulation pour la finance internationale, la mainmise des marchés internationaux sur les économies, etc.

- 3 L'écologie et le développement durable sont bien plus rarement convoqués pour servir une telle fin. Certes, traditionnellement, un fort attachement aux territoires locaux parcourt une part importante de la littérature écologiste, attentive aux ressources locales, aux besoins des populations, etc. De même, bon nombre d'écologistes se sont ralliés à la critique de la mondialisation libérale. Cependant, au lieu de se tourner vers la démondialisation, ils sont plutôt adeptes d'une autre mondialisation : ce qu'il est convenu désormais d'appeler l'altermondialisation, voulue plus juste et plus en harmonie avec la Nature. La célèbre formule écologiste « penser globalement, agir localement » rend compte de ce double tropisme : le planétaire pour penser les problèmes ; le local pour mettre en œuvre des pratiques qu'on espère exemplaires aux yeux des autres. Le protectionnisme, l'éloge des frontières², le retour à l'économie nationale, ne sont pas, en revanche, des mots d'ordre fréquemment usités dans les sphères écologistes.
- 4 Essayons quand même de creuser la question ; de voir si l'appréhension des questions écologiques et de développement durable ne serait pas de nature à donner plus de crédit à la thèse de la démondialisation. Cependant, les quelques lignes qui précèdent nous font dire d'emblée que si soutien à la thèse il y a, très probablement la démondialisation ainsi considérée ne se confondra pas avec la promotion d'un modèle national – ce que d'ailleurs n'impose nullement *a priori* la notion générique – ; elle pourra s'accommoder, voire recherchera des formes d'économie à des échelons territoriaux plus fins : le régional, le local..., ou à l'inverse, dès lors que cela s'avérerait souhaitable et possible, des territoires de régulation plus larges, par exemple l'Europe. Au prix de ces précisions, voire de ces restrictions, tentons quand même l'exercice...

1. Ces externalités qui brouillent le calcul économique

- 5 À lire ou à entendre les économistes libéraux, la mondialisation économique présenterait l'avantage capital de réduire les coûts et de favoriser l'allocation de ressources la meilleure qui soit. En s'appuyant sur les « avantages comparatifs » des territoires, elle permet à chacun de ces derniers de produire ce qu'il sait faire relativement le mieux (du blé, des avions de chasse, des jouets, du marketing téléphonique...), d'en exporter une partie au reste du monde et d'importer ce dont il a besoin, en le payant justement grâce à ce qu'il retire des exportations. Déjà contestable tel quel³, ce raisonnement économique est mis à mal lorsque sont prises en considération les externalités. Les externalités (environnementales, sociales...) sont des effets indirects, non intentionnels, liés aux productions, et qui sont responsables de coûts collectifs⁴ non supportés par leurs responsables : pollutions et leurs conséquences sur la santé ou sur la qualité des ressources, pertes de biodiversité, conditions de travail pénibles affectant le bien-être des personnes, etc. En présence d'externalités négatives, les coûts des processus productifs sont plus élevés que ce qui transparaît dans les règlements monétaires et s'il fallait les « internaliser », les positions relatives des territoires en termes de coûts relatifs s'en trouveraient modifiées, sans doute fortement s'agissant des activités très prédatrices vis-à-vis de l'homme et de l'environnement. L'optimum supposé ne s'identifie pas à l'optimum réel, celui qui tiendrait compte des externalités négatives.
- 6 Parlant de mondialisation, on pensera d'abord aux externalités liées au transport, notamment au transport international. D'après l'OCDE, les émissions mondiales de CO₂ induites par le transport maritime – le mode de transport privilégié pour le fret international – ont triplé entre 1925 et 2002. S'agissant de l'aviation, le GIEC estime que

les émissions de CO₂ sont passées, en valeur annuelle, de 331 Mt en 1990 à 480 Mt en 2000, soit un facteur 1,5 et il est prévu un accroissement s'inscrivant dans une fourchette comprise entre 800 Mt et 2300 Mt en 2050, selon les hypothèses utilisées, soit respectivement des facteurs 2,4 et 6,9 par rapport à 1990. Mais, à entendre les spécialistes, ces externalités-là et par conséquent ces coûts-là ne seraient pas les plus importants et seraient même très limités, selon l'OCDE, s'agissant des pollutions atmosphériques locales et le bruit⁵...

- 7 En fait, bien plus que les statistiques moyennes, certaines illustrations convaincront aisément de l'absurdité d'une division internationale du travail trop poussée : ainsi du pot de yaourt à la fraise qui peut parcourir plus de 9 000 Km, si on prend en compte le trajet parcouru par chacune des matières premières (fraises, lait, levures, sucre, pot, couvercle, étiquettes...) et le trajet du pot jusqu'au domicile du consommateur⁶ ; ainsi également des langoustines mises en exergue par *Le Canard Enchaîné* (article du 06 décembre 2006) : elles sont pêchées en mer d'Écosse, exportées vers la Thaïlande pour décorticage et renvoyées vers les marchés de consommation européens, soit au total plus de 27.000 Km aller-retour et une quantité annuelle de 600 à 900 tonnes de CO₂...
- 8 Cependant, les externalités liées au transport sont, en quelque sorte, la partie émergée des coûts externes du commerce mondialisé. Même s'il est très délicat de les évaluer, les externalités environnementales et sociales trouvant leur origine dans les processus productifs eux-mêmes seront de plus grande ampleur. La contrainte de compétitivité, obligeant à compresser tous les coûts, ne laisse guère la possibilité d'adopter des normes exigeantes en matière environnementale et sociale. Tout au plus, quand les normes existent déjà, s'exerce un effet cliquet qui pousse à les maintenir à leur niveau. C'est là plutôt la situation des pays développés qui ont bénéficié, au fil du temps, de politiques sociales et environnementales de plus en plus ambitieuses et ce, même si, d'une part, on pourrait estimer qu'elles sont loin d'être suffisantes et si, d'autre part, la crise et son accentuation depuis 2008 montrent que certaines positions acquises tendent quand même à s'éroder dans une certaine mesure (âge de la retraite, allocations chômage, etc.). Quant aux pays en développement, l'exacerbation de la concurrence « low cost » tend à favoriser une espèce de nivellement par le bas (« stuck at the bottom » comme disent les Anglo-saxons) préjudiciable à la santé des hommes et à l'intégrité de l'environnement⁷ : extrême pénibilité des conditions de travail, pollutions diverses, constructions immobilières anarchiques...

2. Quand le développement durable invite à s'écarter de la mondialisation...

- 9 Sans qu'il s'agisse de réponses explicitement dirigées contre la mondialisation, les illustrations ne manquent pas d'expériences se prévalant du développement durable et qui privilégient un certain recentrement vers des territoires relativement étroits, souvent locaux. Un premier exemple est fourni par le modèle des « circuits courts » en agriculture. En cherchant à rapprocher le producteur du consommateur, le circuit court s'oppose de fait à l'agriculture mondialisée. Il est vrai, selon ce type d'approche, l'idée de proximité n'est pas à concevoir sous sa seule acception géographique. La proximité est aussi, et même avant tout, d'ordre organisationnel. Sera considérée comme proche, une relation entre producteur et consommateur, dépourvue d'intermédiaire, ou limitée à un

seul. Quand, cependant, la proximité est entendue géographiquement, le caractère « court » du circuit correspond à une distance spatiale entre le lieu de production et celui de vente, fixée – par des associations de consommateurs ou des pouvoirs publics – à 50, 100 ou 150 Km, avec peut-être la valeur de 80 Km comme la référence la plus souvent mentionnée.

- 10 Autre illustration : l'écologie industrielle. Mettre en place un « écosystème industriel » consiste à optimiser les flux de ressources et de matières entre entités économiques sur un territoire donné. Par exemple, des agriculteurs récupéreront les engrais naturels générés par une ferme aquacole, une piscine bénéficiera de l'eau chaude émise, comme production jointe, par un établissement industriel... Le territoire de ces interdépendances se doit d'être relativement limité car, dans le cas contraire, l'avantage environnemental induit par l'économie d'énergie ou de matières, serait contrebalancé par des coûts environnementaux liés au transport sur de trop longues distances. Pour autant, l'expérience montre que des espaces très étroits ne peuvent convenir dans la mesure où ils n'assurent pas l'existence d'opportunités d'échanges suffisantes entre activités. Ainsi, dans le cas français – et au risque d'être un peu schématique – nous dirons que l'agglomération sera un échelon plus adéquat que la commune.
- 11 D'autres illustrations pourraient être mises à l'actif de cette contestation *de facto* d'une économie mondialisée : la promotion des énergies renouvelables locales (éolien, solaire...), plus généralement la recherche d'une valorisation des ressources locales, l'application d'un principe de proximité pour la gestion des déchets, l'aide à la constitution de pôles, de filières, de systèmes productifs, circonscrits sur des territoires volontairement restreints... De telles pratiques, plus ou moins nouvelles, se réfèrent, sinon systématiquement, en tout cas fréquemment au développement durable. Par leurs caractéristiques, ils en épousent les principes les plus importants : pertinence écologique, réponse aux besoins de la population, recherche de résilience économique, autonomie de décision...

3. Mais *quid* des enjeux globaux ?

- 12 Pourtant, présenter le développement durable comme une problématique, *a fortiori*, un modèle de développement, qui partirait du local et se cantonnerait au local, à la fois opérerait une reconstruction bien discutable de cette approche telle qu'elle a émergé et s'est diffusée depuis le milieu des années 1980 et surtout ferait peu de cas de la question des interdépendances transfrontières. Le développement durable est avant tout une problématique globale⁸. Il n'y a pas que l'économie ou la finance qui soient mondialisées. Bon nombre de problèmes environnementaux et sociaux le sont tout autant, et en grande partie à cause de la mondialisation économique : les perturbations climatiques consécutives à l'augmentation de l'effet de serre, le trou dans la couche d'ozone, la diffusion de multiples polluants, les effets sociaux négatifs liés à ces mêmes problèmes environnementaux, les formes diverses d'exploitation de la main-d'œuvre par des entreprises multinationales, constituent bien des problèmes globaux. Or, serait-on tenté de dire : « à problème global, réponse globale ». Pour un traitement d'ampleur des dysfonctionnements, débouchant sur des solutions efficaces, équitables et évitant les effets pervers, une gouvernance globale devrait pouvoir idéalement être instaurée. Le protocole de Montréal de 1987 visant à la disparition des CFC pour préserver la couche d'ozone, le protocole de Kyoto de 1997 cherchant à limiter le réchauffement climatique,

les dispositions onusiennes contre la pauvreté et le développement – notamment les « Objectifs millénaires pour le développement » – sont de telles tentatives de réponses globales aux problèmes globaux.

- 13 Paradoxe : alors que bon nombre de pratiques s'inspirant du développement durable semblent souscrire à une certaine démondialisation, sinon par intention, tout au moins *de facto*, les enjeux globaux appellent, quant à eux, à plus de mondialisation dans les réponses à apporter ; certes, probablement une autre mondialisation, une « altermondialisation », mais une mondialisation quand même.

4. Vers une subsidiarité de l'action en matière de développement durable

- 14 Pourtant force est de constater que ces tentatives de règlement global peinent à se réaliser. Des exceptions existent : le Protocole de Montréal, qui vient d'être cité, a permis efficacement de stopper la production mondiale de CFC au point qu'il est raisonnable de pronostiquer une restauration de la couche d'ozone à l'horizon 2055-2065. Mais le cas des CFC est très particulier. Il suffit de leur trouver des substituts pour régler, pour une large part, le problème. Et c'est ce qu'ont fait les principales entreprises chimiques, en particulier Dupond de Nemours, à partir de 1986.
- 15 La plupart des autres problèmes globaux sont bien plus épineux à traiter, l'exemple type étant celui du changement climatique. À cet égard, le protocole de Kyoto a procédé d'un accouchement bien douloureux, a des ambitions très limitées⁹, n'a même pas permis de rallier des contributeurs à l'effet de serre aussi importants que les États-Unis¹⁰, et, venant à terme en 2012, se trouve actuellement sans solution de remplacement... Pourtant, si l'échelon global a largement failli, des actions à d'autres niveaux ont été mises en œuvre : par exemple, États américains pour pallier le refus de l'État fédéral, l'Union européenne, les territoires locaux et régionaux via les Plans climat territoriaux, etc. ; la liste est longue... On assiste à une subsidiarité quelque peu paradoxale. Alors que généralement la subsidiarité est ascendante, c'est-à-dire qu'elle invite à passer à un échelon spatial supérieur parce que supposé plus efficace, dans le cas présent, c'est l'inverse : le niveau le plus adapté est le « global », mais faute de réalisations à cet échelon, l'action va se situer sur des plans spatiaux inférieurs. En quelque sorte, la subsidiarité devient descendante.
- 16 Un point intéressant, au regard de notre question initiale, est que pour permettre de telles politiques environnementales, notamment de lutte contre le changement climatique, des économistes – mais aussi des politiques tels que Nicolas Hulot – ont proposé des protections aux frontières pour rendre viables économiquement les politiques en question. En effet, un pays qui chercherait unilatéralement à réduire ses émissions de gaz à effet de serre, par exemple par une écotaxe, risquerait de subir une baisse de sa compétitivité face aux autres économies. Par une taxe aux frontières – on parle parfois pudiquement « d'ajustements aux frontières » –, les importations seraient tout autant assujetties à l'imposition que les produits nationaux, neutralisant alors l'effet négatif sur la compétitivité. Par un cheminement différent, de telles propositions retrouvent les idées défendues par les adeptes de la démondialisation, par exemple Jacques Sapir qui préconise des « montants compensatoires » sociaux et environnementaux aux frontières.

- 17 Ainsi, qu'il s'agisse de la critique du coût écologique de la mondialisation, de la promotion de pratiques de développement durable s'écarter du commerce mondial, ou même de politiques environnementales qui, pour garantir leur viabilité économique, recourent à des protections aux frontières, la recherche d'un développement durable semble pouvoir se conjuguer à la démondialisation. La démondialisation serait un moyen de favoriser le développement durable, tandis que le développement durable conforterait la thèse de la démondialisation. Pourtant, à y regarder de plus près, on se rend compte que les actions en matière de développement durable sont susceptibles de s'exercer à divers échelons territoriaux : local, régional, national, international... Une priorité au local semble se dessiner pour le développement de certaines activités, par exemple agricoles, tandis que la régulation des enjeux globaux requiert une action concertée à l'échelle planétaire, avec à défaut, l'action subsidiaire d'États nationaux. En définitive, plus que de démondialisation, ce dont a besoin le développement durable, c'est d'une subsidiarité renouvelée¹¹.

NOTES

1. Pour faire référence au livre d'Alain Minc, *La mondialisation heureuse*, Plon, 1997.
2. Pour reprendre le titre d'un ouvrage de Régis Debray, (Gallimard, 2010).
3. Notamment parce que davantage que les avantages comparatifs ricardiens, s'imposent fréquemment les « avantages absolus » smithiens, selon lesquels un même territoire pourrait à la fois produire quantité de biens industriels et de services et non produire exclusivement le type de biens ou services pour lequel il dispose du meilleur avantage relatif.
4. Etant entendu que les externalités peuvent aussi être positives : par exemple, les divers avantages non directement monétaires résultant du travail agricole (entretien de chemins et des haies...) ou la diffusion d'informations publiques issue de les activités économiques dans une métropole...
5. Voir le rapport : « Mondialisation, transport et environnement », éditions OCDE, 2011, notamment la page 15.
6. Voir à cet égard le document de Greenpeace : <http://www.greenpeace.fr/scenario-energetique/presse/pdf/GES-dans-nos-assiettes.pdf>
7. Voir sur ce point, l'article de Gareth Porter : « Trade competition and pollution standards : 'Race to the bottom' or 'Stuck at the bottom' ? », *Journal of Environment & Development*, 1999, vol. 8, n°2, p. 133-151.
8. La place manque évidemment pour entamer une présentation historico-épistémologique de la notion. Rappelons simplement les intitulés des trois parties du rapport Brundtland : « Préoccupations communes », « Problèmes communs », « Efforts communs » ; des titres bien révélateurs du caractère global de l'approche de développement durable.
9. ... une baisse de 5,2% seulement des émissions de gaz à effet de serre par les pays développés alors que la division par 4, à l'horizon 2050, est estimée requise pour contenir l'augmentation des températures à +2°.
10. Tandis qu'en décembre 2011, le Canada est le premier État à se retirer de ce protocole.
11. Ce texte est de la seule responsabilité de l'auteur. Il ne saurait engager la Région Nord - Pas de Calais.

AUTEUR

BERTRAND ZUINDEAU

Bertrand Zuindeau est maître de conférences en économie (HDR) à l'Université de Lille 1. Il est l'auteur de nombreuses publications dans le domaine de l'économie de l'environnement et du développement durable. En 2010 il a dirigé l'ouvrage collectif Développement durable et territoire : nouvelle édition originale. Il est aussi cofondateur de la revue Développement durable et territoires et son directeur jusqu'en 2010. Depuis septembre 2011, il est en détachement au sein du Conseil Régional Nord-Pas de Calais. bertrand.zuindeau@univ-lille1.fr